La note explosive du renseignement territorial sur l'assassinat de Conflans

Article rédigé par Le Point, le 19 octobre 2020

Source [Le Point] Une note du 12 octobre dénonçait la « polémique » née après le cours de Samuel Paty. Un inspecteur devait lui rappeler les « règles de laïcité et de neutralité ».

Tout y était : la « vive polémique » née à la suite du cours de Samuel Paty sur la liberté d'expression ; la volonté d'apaisement de la principale du collège ; les e-mails de doléances de plusieurs familles ; l'inspecteur envoyé pour rappeler au professeur Paty « les règles de laïcité et de neutralité » ; <u>les manœuvres de Brahim C.</u> pour faire croire aux enquêteurs que sa fille avait participé au cours – ce qui est faux – et qu'elle avait été atteinte dans son « intégrité psychologique ». Le 12 octobre, les agents locaux du Renseignement territorial (RT) 78 avaient consigné tout cela dans une note, envoyée à leur hiérarchie.

Intitulé « Incident en lien avec les principes de laïcité au sein du collège Bois-d'Aulne de Conflans-Sainte-Honorine », le document retrace, jour après jour, le conflit qui a éclaté dans l'établissement scolaire. Le lundi 5 octobre, Samuel Paty dispense ainsi son cours sur la liberté de la presse en montrant à ses élèves des caricatures publiées par *Charlie Hebdo*. Selon les services de renseignements, le professeur aurait pris le soin de demander à ses élèves si certains étaient de confession musulmane, et leur aurait proposé, si cela les gênait, de sortir de la classe en compagnie d'une auxiliaire de vie scolaire ou de fermer les yeux quelques secondes.

Le lendemain, une mère contacte la principale, affirme que sa fille a été mise à l'écart car musulmane. L'enseignant est invité à s'expliquer avec la famille de la jeune fille et à « s'excuser s'il avait été maladroit », ce que fait Samuel Paty. La situation empire pourtant, avec la réception de plusieurs e-mails par la principale, dont l'un se veut accusatoire : « Face au climat actuel de la <u>France</u> où un climat d'islamophobie s'est installé, pourquoi cherchez-vous à diviser dès le plus jeune âge ? » peut-on lire.

Brahim C. (dont la fille n'était pas présente en classe, contrairement à ce qu'il a fait croire sur les réseaux sociaux) se présente alors avec un dénommé Abdelhakim Sefrioui, fiché depuis au moins quinze ans, vieux routier de l'islam radical, et qui se décrit comme un responsable de la communauté musulmane française. Les deux hommes qualifient le professeur de « voyou », refusent de le rencontrer et annoncent leur volonté de manifester devant l'établissement scolaire.

Retrouvez l'intégralité de l'article en cliquant ici